



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

# ÉLARGIR LA PORTÉE DE LA STRATÉGIE DU CANADA POUR L'AFRIQUE

Rapport du Comité permanent des affaires étrangères et  
du développement international

L'honorable Ahmed Hussen, président

JUIN 2026  
45<sup>e</sup> LÉGISLATURE, 1<sup>re</sup> SESSION

---

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

#### **PERMISSION DU PRÉSIDENT**

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante : [www.noscommunes.ca](http://www.noscommunes.ca)

# **ÉLARGIR LA PORTÉE DE LA STRATÉGIE DU CANADA POUR L'AFRIQUE**

## **Rapport du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international**

**Le président  
L'hon. Ahmed Hussen**

**JUIN 2026**

**45<sup>e</sup> LÉGISLATURE, 1<sup>re</sup> SESSION**

## **AVIS AU LECTEUR**

### **Rapports de comités présentés à la Chambre des communes**

C'est en déposant un rapport à la Chambre des communes qu'un comité rend publiques ses conclusions et recommandations sur un sujet particulier. Les rapports de fond portant sur une question particulière contiennent un sommaire des témoignages entendus, les recommandations formulées par le comité et les motifs à l'appui de ces recommandations.

# **COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL**

## **PRÉSIDENT**

L'hon. Ahmed Hussen

## **VICE-PRÉSIDENTS**

L'hon. Michael D. Chong

Alexis Brunelle-Duceppe

## **MEMBRES**

Ziad Aboultaif

Braedon Clark

L'hon. Mona Fortier

L'hon. Steven Guilbeault

Shelby Kramp-Neuman

L'hon. Robert Oliphant

Lianne Rood

Abdelhaq Sari

Anita Vandenbeld

## **AUTRES DÉPUTÉS QUI ONT PARTICIPÉ**

Chak Au

Jaime Battiste

L'hon. Bill Blair

Kurt Holman

Lori Idlout

Tamara Kronis

James Maloney

Mario Simard

Kristina Tesser Derksen

Rachael Thomas

**GREFFIER DU COMITÉ**

Simon Larouche

**BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT**

Allison Goody, analyste

Billy Joe Siekierski, analyste

# **LE COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL**

a l'honneur de présenter son

## **NEUVIÈME RAPPORT**

Conformément au mandat que lui confère l'article 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le mardi 23 septembre 2025, le Comité a étudié la stratégie du Canada en Afrique et a convenu de faire rapport de ce qui suit :



# TABLE DES MATIÈRES

---

LISTE DES RECOMMANDATIONS	1
ÉLARGIR LA PORTÉE DE LA STRATÉGIE DU CANADA POUR L'AFRIQUE	5
Introduction	5
L'étude du Comité	6
La Stratégie du gouvernement du Canada pour l'Afrique	7
Les conclusions du Comité	10
Transition vers des partenariats mutuellement avantageux	10
Prospérité mutuelle	10
Nouveaux outils	11
Portée limitée	12
Potentiel inexploité	15
Une relation bilatérale	16
Problèmes systémiques	18
Pièges connus	19
Consolidation des acquis	20
Engagement à long terme	23
Affectation des ressources et obtention de résultats	25
Conclusion	27
ANNEXE A : LISTE DES TÉMOINS	31
ANNEXE B : LISTE DES MÉMOIRES	33
DEMANDE DE RÉPONSE DU GOUVERNEMENT	35



## LISTE DES RECOMMANDATIONS

---

*À l'issue de leurs délibérations, les comités peuvent faire des recommandations à la Chambre des communes ou au gouvernement et les inclure dans leurs rapports. Les recommandations relatives à la présente étude se trouvent énumérées ci-après.*

### **Recommandation 1**

**Que le gouvernement du Canada renforce la coordination à l'échelle pangouvernementale pour mettre en œuvre la Stratégie du Canada pour l'Afrique, notamment en améliorant la collaboration interministérielle.** 27

### **Recommandation 2**

**Que le gouvernement du Canada renforce les capacités de son pôle commercial pour l'Afrique et qu'il fasse davantage la promotion de ses services.** 27

### **Recommandation 3**

**Que le gouvernement du Canada instaure le mécanisme de mobilisation des diasporas annoncé dans la Stratégie du Canada pour l'Afrique.** 27

### **Recommandation 4**

**Que le gouvernement du Canada s'assure que l'envoyé spécial pour l'Afrique et l'envoyé spécial pour le Sahel disposent des ressources financières et humaines nécessaires pour s'acquitter efficacement de leurs mandats respectifs.** 28

### **Recommandation 5**

**Que le gouvernement du Canada établisse, dans les meilleurs délais, une ambassade au Bénin et un haut-commissariat en Zambie.** 28

### **Recommandation 6**

**Que le gouvernement du Canada organise une visite de haut niveau en Afrique, dirigée par le premier ministre, afin de souligner l'engagement à long terme du Canada à l'égard du continent et de renforcer les relations commerciales, d'investissement et diplomatiques avec ses principaux partenaires.** 28

### **Recommandation 7**

**Que le gouvernement du Canada organise régulièrement des activités de promotion des échanges commerciaux avec les principaux marchés africains, y compris des missions commerciales et des activités de mobilisation des diasporas.** 28

### **Recommandation 8**

**Que le gouvernement du Canada s’emploie rapidement à conclure des accords commerciaux avec les pays africains – y compris les pays de la Francophonie – qui entretiennent des liens commerciaux étroits avec le Canada.** 28

### **Recommandation 9**

**Que le gouvernement du Canada veille à conclure dans les meilleurs délais les négociations relatives aux accords de promotion et de protection des investissements étrangers avec les pays d’Afrique, s’il y a lieu.** 28

### **Recommandation 10**

**Que le gouvernement du Canada se concentre sur l’aide internationale à l’Afrique dans les secteurs où le Canada dispose d’une expertise et a fait preuve de leadership, comme la santé, les droits de la personne, les réformes démocratiques, le leadership des femmes, ainsi que les femmes, la paix et la sécurité.** 28

### **Recommandation 11**

**Que le gouvernement du Canada veille à ce que ses activités de promotion commerciale et de financement du développement tirent parti des atouts du pays, y compris ses liens interpersonnels solides et ses liens linguistiques en français et en anglais avec le continent africain, ainsi que de son expertise dans le domaine de l’énergie et en environnement.** 29

### **Recommandation 12**

**Que le gouvernement du Canada étudie la question de la dette souveraine africaine.** 29

**Recommandation 13**

**Que le gouvernement du Canada établisse des indicateurs clairs pour évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie du Canada pour l’Afrique et fasse rapport de ces résultats.**

**29**





# ÉLARGIR LA PORTÉE DE LA STRATÉGIE DU CANADA POUR L'AFRIQUE

---

## INTRODUCTION

Au cours des dernières années, la communauté internationale s'est beaucoup intéressée à l'Afrique en raison de sa puissance géopolitique, de sa croissance économique et de la jeunesse de sa population. De nouveaux partenaires ont commencé à établir des liens tandis que les partenaires de longue date ont approfondi leurs relations diplomatiques, commerciales, d'investissement et de sécurité avec les pays et les organisations du continent africain. Comme l'a fait remarquer Ben Marc Diendéré, envoyé spécial du Canada pour l'Afrique et ambassadeur auprès de l'Union africaine (UA), lors de son passage devant le Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes, l'importance géopolitique de l'Afrique n'est pas qu'un concept abstrait ou lointain. C'est « le continent du moment ». Comme il l'a affirmé, « [t]out le monde est en Afrique<sup>1</sup> ».

Le gouvernement du Canada a cherché à renforcer son engagement envers l'Afrique « dans un esprit de relations d'égal à égal et de bénéfices mutuels<sup>2</sup> ». C'est pourquoi, le 6 mars 2025, après deux ans de consultations menées auprès de plus de 600 intervenants<sup>3</sup>, le gouvernement a publié la *Stratégie du Canada pour l'Afrique : un partenariat pour une prospérité et une sécurité partagées*<sup>4</sup>. Elle a été présentée comme « une nouvelle politique étrangère rigoureuse qui est conçue dans l'optique d'être avantageuse pour les partenaires canadiens et africains<sup>5</sup> ».

La stratégie du gouvernement est inspirée du rapport publié par le Comité en novembre 2024, intitulé *Une nouvelle ère de partenariats : L'engagement du Canada en Afrique*. Le

- 
- 1 Chambre des communes, Comité permanent des affaires étrangères et du développement international (FAAE), *Témoignages*, 27 janvier 2026, 1620 (S.E. Ben Marc Diendéré, ambassadeur, observateur permanent Union Africaine et envoyé spécial du Canada pour l'Afrique, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).
  - 2 FAAE, *Témoignages*, 20 novembre 2025, 1540 (Cheryl Urban, sous-ministre adjointe, Secteur de l'Afrique, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).
  - 3 Affaires mondiales Canada (AMC), *Rapport sur les résultats ministériels 2024–2025 d'Affaires mondiales Canada*.
  - 4 AMC, *Stratégie du Canada pour l'Afrique : un partenariat pour une prospérité et une sécurité partagées*.
  - 5 AMC, *Le Canada lance sa première stratégie mondiale pour l'Afrique : un partenariat pour une prospérité et une sécurité partagées*, communiqué de presse, 6 mars 2025.



rapport a mis en lumière le chemin parcouru par l’Afrique qui, au cours des 20 dernières années, « a pris de l’importance sur le plan stratégique » alors que le Canada a vu son profil, sa présence et sa pertinence « régresser » dans la région<sup>6</sup>. Le Comité y a souligné que, pour assurer sa réussite à long terme en Afrique, le Canada devra s’engager de façon cohérente et ciblée « en investissant dans les moyens de la mettre en œuvre<sup>7</sup> ».

Le rapport de 2024 du Comité comptait 27 recommandations et reprenait les observations recueillies auprès de 40 témoins et dans 18 mémoires<sup>8</sup>. La première recommandation encourageait le gouvernement du Canada à publier une stratégie exhaustive pour l’Afrique visant à concrétiser la cohésion des politiques. Le Comité souhaitait aussi que la stratégie soit fondée sur « les principes que sont le partenariat, les intérêts mutuels et les priorités communes » et axée sur « la convergence des compétences et atouts du Canada avec les aspirations que l’Afrique exprime dans l’Agenda 2063 [de l’UA] ». Le Comité exhortait aussi le gouvernement à y intégrer des objectifs stratégiques ainsi que des indicateurs de réussite à court et à long terme<sup>9</sup>. Au cours de la présente session parlementaire, le Comité a entrepris de faire le point sur ses travaux, d’évaluer la stratégie du gouvernement et de déterminer si les recommandations relatives à la cohésion, au partenariat et à la responsabilité à l’égard des résultats ont été respectées<sup>10</sup>.

## L’ÉTUDE DU COMITÉ

Afin d’éclairer son évaluation de la stratégie du gouvernement pour l’Afrique, le Comité a entendu des représentants du gouvernement, des intervenants et des experts lors de trois réunions du 20 novembre 2025 au 27 janvier 2026. Dans le cadre de ses travaux, le Comité a acquis la conviction que la publication de la stratégie ne constituait pas une fin en soi, mais plutôt une étape importante vers une relation redéfinie et tournée vers l’avenir. Comme l’expliqueront les sections suivantes, le Comité estime que les constatations formulées dans le présent rapport devront être prises en compte pour que

---

6 FAAE, [L’approche du Canada à l’égard de l’Afrique](#), communiqué de presse, 7 novembre 2024.

7 FAAE, [Une nouvelle ère de partenariats : L’engagement du Canada en Afrique](#), Vingt-huitième rapport, 44<sup>e</sup> législature, 1<sup>re</sup> session, novembre 2024.

8 FAAE, « [L’approche du Canada à l’égard de l’Afrique](#) », *Travaux*, 44<sup>e</sup> législature, 1<sup>re</sup> session.

9 FAAE, [Une nouvelle ère de partenariats : L’engagement du Canada en Afrique](#), novembre 2024.

10 FAAE, [Procès-verbal](#), 45<sup>e</sup> législature, 1<sup>re</sup> session, 23 septembre 2025.

le Canada puisse concrétiser la vision initiale et ambitieuse du Comité, à savoir « une nouvelle ère de partenariats profitable à toutes les parties<sup>11</sup> ».

Un grand nombre des constatations énoncées dans le présent rapport sont axées sur l'importance croissante que le gouvernement du Canada accorde aux liens économiques avec le continent africain. Bien que les raisons qui sous-tendent ce changement d'orientation soient claires, un deuxième point essentiel ressort de l'étude du Comité : le Canada a acquis une expertise et a été actif dans les aspects non commerciaux de ses relations avec les pays et institutions d'Afrique, qui revêtent toujours une grande importance. Il a par exemple mis en œuvre des programmes destinés à aider les États fragiles et les populations vulnérables, notamment dans les domaines de la sécurité, de la santé, de l'environnement et des droits de la personne. Le troisième point reprend les conclusions de l'étude réalisée par le Comité en 2024. Le sentiment que le Canada doit agir rapidement, avec cohérence et détermination, pour consolider sa présence et approfondir ses relations sur le continent est toujours bien présent. Le quatrième point renvoie également aux travaux antérieurs du Comité, mais il est plutôt axé sur l'examen d'une stratégie déjà publiée que sur l'anticipation du contenu de celle-ci. Les témoins ont réclamé des ressources à la hauteur des objectifs politiques du Canada pour l'Afrique, ainsi qu'une structure gouvernementale capable de les mener à bien.

## LA STRATÉGIE DU GOUVERNEMENT DU CANADA POUR L'AFRIQUE

Les observations du Comité sont influencées tant par le contenu de la Stratégie du Canada pour l'Afrique que par des tendances et des considérations géopolitiques plus générales. La Stratégie a été publiée le 6 mars 2025, juste avant la dissolution de la 44<sup>e</sup> législature. Elle repose sur les cinq piliers, ou « domaines stratégiques », qui ont été définis à la suite de consultations et alignés sur l'Agenda 2063 de l'UA :

- renforcer l'engagement diplomatique du Canada et ses liens interpersonnels;
- renforcer la coopération économique;
- réduire la pauvreté, soutenir le développement économique, autonomiser les jeunes, apporter une aide en cas de crise humanitaire et d'adaptation au climat;

---

11 FAAE, « [Conclusion](#) », *Une nouvelle ère de partenariats : L'engagement du Canada en Afrique*, novembre 2024.



- renforcer les partenariats pour la paix, la sécurité et les droits de la personne;
- faire progresser les priorités communes grâce à un engagement accru sur la scène mondiale<sup>12</sup>.

Dans le but de consolider le premier pilier, le gouvernement s'est engagé à étendre la présence diplomatique du Canada sur le continent en ouvrant une ambassade au Bénin et un haut-commissariat en Zambie<sup>13</sup>. Fort de la nomination antérieure d'un observateur permanent auprès de l'UA, le gouvernement a aussi nommé un envoyé spécial pour l'Afrique et un envoyé spécial pour le Sahel. Par ailleurs, la Stratégie a promis la mise en place d'un nouveau mécanisme de mobilisation de la diaspora africaine au Canada, ainsi que des activités visant à renforcer les relations avec les institutions panafricaines, les communautés économiques régionales et les instances parlementaires<sup>14</sup>.

Au titre du deuxième pilier, axé sur la coopération économique, le gouvernement s'est engagé à organiser une mission commerciale de haut niveau qui mettra l'accent sur les secteurs de l'innovation, les infrastructures et les minéraux critiques. La Stratégie annonce en outre la création d'un pôle commercial pour l'Afrique dont le rôle consistera à coordonner les efforts du Canada sur le plan de la diplomatie économique avec ce continent et à négocier des accords sur la promotion et la protection des investissements étrangers. Le gouvernement a aussi indiqué qu'il continuerait d'appuyer la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine. Selon la Stratégie, une fois établie, la zone « sera la plus grande zone de libre-échange dans le monde, selon le nombre de pays participants. Elle représentera alors un marché intégré de 1,3 milliard de personnes<sup>15</sup>. »

Pour ce qui est du troisième pilier, qui porte sur les objectifs de développement, la Stratégie précise qu'une plus grande partie de l'aide internationale au continent africain « sera orientée vers le développement économique durable et l'emploi des jeunes<sup>16</sup> ». Certains des engagements pris au titre de ce pilier reprennent des initiatives canadiennes existantes, comme l'enveloppe de 5,3 milliards de dollars accordée par le gouvernement

---

12 AMC, [\*Stratégie du Canada pour l'Afrique : un partenariat pour une prospérité et une sécurité partagées\*](#).

13 Au moment de la publication de la Stratégie pour l'Afrique, le Canada comptait 22 ambassades et hauts-commissariats en Afrique, ainsi que cinq bureaux diplomatiques, dont ceux du Bénin et de la Zambie.

14 AMC, [\*Le Canada lance sa première stratégie mondiale pour l'Afrique : un partenariat pour une prospérité et une sécurité partagées\*](#), communiqué de presse, 6 mars 2025.

15 AMC, [\*Stratégie du Canada pour l'Afrique : un partenariat pour une prospérité et une sécurité partagées\*](#).

16 *Ibid.*

du Canada à la lutte contre les changements climatiques et sa contribution annuelle de 1,4 milliard de dollars pendant dix ans à la santé et aux droits dans le monde, dont plus de 60 % ont été investis en Afrique<sup>17</sup>. Aux programmes et mesures existants s'ajoute le nouveau programme de commerce et de développement pour l'Afrique. Ce pilier de la Stratégie insiste également sur les instruments de financement novateurs et sur les initiatives de financement mixte<sup>18</sup>.

Le quatrième pilier de la Stratégie revient sur les efforts déployés par le Canada depuis plusieurs décennies pour soutenir le renforcement des capacités institutionnelles et la bonne gouvernance. Un « élément essentiel » de ce pilier consiste à soutenir les opérations de paix menées par l'Afrique et les initiatives de prévention des conflits. Ce pilier est aussi orienté sur la promotion des programmes Femmes, paix et sécurité et Jeunesse, paix et sécurité, ainsi que sur la volonté du Canada d'investir dans des systèmes électoraux résilients, des processus électoraux démocratiques, la protection des droits de la personne et l'inclusion sociale. En outre, la Stratégie indique que le Canada adoptera une nouvelle approche à l'égard de la région du Sahel, en Afrique de l'Ouest, qui est confrontée à une montée de l'autoritarisme et de l'extrémisme violent<sup>19</sup>.

Le dernier pilier de la Stratégie est axé sur la place de l'Afrique dans le système international. En effet, au titre de celui-ci, le Canada continuera « à soutenir une participation et une influence accrues de l'Afrique dans les espaces multilatéraux » en plus de travailler en étroite collaboration avec ses partenaires africains pour relever les défis et saisir les occasions qui se présentent à l'échelle mondiale, tant sur le plan bilatéral que multilatéral. Toutefois, comme on peut l'observer dans le quatrième pilier, les moyens mis en œuvre pour réaliser cet objectif ne sont pas formulés de manière concrète. Il y est question d'engagements ambitieux à travailler avec les partenaires africains pour faire progresser les intérêts communs à l'échelle du système des Nations Unies et à plaider en faveur d'une réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies « afin de remédier à l'exclusion historique de l'Afrique du Conseil et d'assurer une représentation adéquate et substantielle des pays africains<sup>20</sup> ». Le gouvernement formule aussi d'autres engagements qui visent notamment à soutenir l'UA dans son rôle de membre permanent du G20, à renforcer les partenariats avec les membres africains du Commonwealth et de l'Organisation internationale de la Francophonie, et à

---

17 AMC, *L'engagement de 10 ans du Canada en matière de santé et de droits dans le monde : Rapport annuel 2022–2023*.

18 AMC, *Stratégie du Canada pour l'Afrique : un partenariat pour une prospérité et une sécurité partagées*.

19 *Ibid.*

20 *Ibid.*



collaborer avec les partenaires africains aux efforts en matière de changement et de sécurité climatiques<sup>21</sup>.

## LES CONCLUSIONS DU COMITÉ

### Transition vers des partenariats mutuellement avantageux

La majeure partie du présent rapport est axée sur l'objectif central du gouvernement du Canada, qui consiste à établir des partenariats mutuellement avantageux avec des pays et des institutions du continent africain. Cette approche revêt une dimension économique et s'inscrit parmi les préoccupations générales du gouvernement concernant la sécurité économique du Canada et la diversification de ses échanges commerciaux. Elle est aussi réactive. Le Comité a entendu en 2024, puis à nouveau en 2026, que les partenaires africains souhaitent un engagement qui va au-delà de l'aide et qui repose sur l'égalité et des intérêts communs. D'après les témoins, le Canada devra adopter une vision équilibrée et cohérente sur le plan stratégique pour y parvenir.

### Prospérité mutuelle

Lors de leur passage devant le Comité en 2026, les représentants d'Affaires mondiales Canada ont déclaré que la situation géopolitique avait radicalement changé depuis que le Comité a mené son étude de 2024. Le Comité a en effet appris qu'en réponse à « une recrudescence des turbulences économiques mondiales et à un élargissement des lignes de fracture mondiales », le gouvernement du Canada « se concentre sur la productivité et la prospérité économique du pays, ainsi que sur la protection de sa souveraineté et de sa sécurité<sup>22</sup> ». Cette nouvelle vision a donné lieu à des promesses concrètes, dont l'intention du Canada d'« accroître les exportations vers les marchés autres que les États-Unis et à diversifier le commerce<sup>23</sup> ». Le ministère estime que la Stratégie du Canada pour l'Afrique correspond aux objectifs pangouvernementaux. Selon les représentants du ministère, le continent africain se distingue par « des économies en forte croissance, une classe moyenne en expansion et une jeunesse dynamique, moteur d'innovation et d'entrepreneuriat<sup>24</sup> ».

---

21 *Ibid.*

22 FAAE, *Témoignages*, 20 novembre 2025, 1535 (Cheryl Urban).

23 *Ibid.*

24 *Ibid.*

Compte tenu de tous ces facteurs, Affaires mondiales Canada a qualifié la Stratégie du Canada pour l'Afrique de « pivot vers une coopération économique accrue et des partenariats mutuellement avantageux entre le Canada et les pays africains<sup>25</sup> ». Au terme de deux années de consultations, force est de constater que les interlocuteurs africains recherchent des partenariats plus diversifiés qui accordent davantage d'importance au commerce et à l'investissement. Dans le cadre de ce changement de cap, le gouvernement s'oriente « vers une utilisation de l'aide internationale axée davantage sur des activités qui stimulent la croissance économique, le commerce et le développement<sup>26</sup> ». Cela dit, la Stratégie « ne vise pas à laisser complètement de côté tous les investissements ou les priorités du passé<sup>27</sup> ». Alors que les programmes d'aide internationale subissent des coupes budgétaires à l'échelle mondiale<sup>28</sup>, le Canada évalue l'efficacité de son aide et examine différents modèles, notamment l'engagement « entre pairs » et le recours au secteur privé<sup>29</sup>.

## Nouveaux outils

L'engagement du Canada en Afrique est le fruit de plusieurs décennies d'histoire, mais le gouvernement du Canada s'affaire à mettre en place de nouveaux outils pour renforcer la coopération économique. Le pôle commercial pour l'Afrique en fait partie. Selon Affaires mondiales Canada, ce pôle commercial « joue un rôle essentiel dans la coordination avec les missions canadiennes en Afrique en vue de soutenir les entreprises du secteur privé canadien présentes sur ce continent et les priorités en matière de politique commerciale, notamment les négociations en cours avec la Zambie et la Tanzanie relatives à un accord de promotion et de protection des investissements étrangers<sup>30</sup> ». Au-delà de son rôle de coordination, le pôle commercial doit aussi cibler les marchés prioritaires<sup>31</sup>. À cet égard, le ministère a indiqué qu'à l'heure actuelle, les « relations commerciales et d'investissement concernent principalement huit à dix pays<sup>32</sup> ».

---

25 *Ibid.*, 1545.

26 *Ibid.*, 1645.

27 *Ibid.*

28 Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), *Un déclin historique de l'aide au développement : données préliminaires de l'APD pour 2025*, Information sur les données, 9 avril 2026.

29 FAAE, *Témoignages*, 20 novembre 2025, 1650 (Cheryl Urban).

30 *Ibid.*, 1535.

31 FAAE, *Témoignages*, 20 novembre 2025, 1610 (Andrew Smith, directeur général, Bureau des affaires panafricaines, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).

32 FAAE, *Témoignages*, 20 novembre 2025, 1540 (Cheryl Urban).



Le Comité a aussi entendu parler d'un autre outil, FinDev Canada, qui est l'institution de financement du développement du Canada. Créée en 2018 en tant que filiale à part entière d'Exportation et développement Canada (EDC), cette institution vise à compléter la panoplie d'outils de développement dont dispose déjà le Canada. Ainsi, elle soutient les projets par l'intermédiaire du secteur privé au moyen d'ententes de financement, d'investissement et de financement mixte. Elle offre aussi un service d'assistance technique. L'Afrique subsaharienne représente près de 37 % du portefeuille de FinDev Canada, « ce qui se traduit par plus de 1 milliard de dollars de financement et d'investissement auprès de 20 clients<sup>33</sup> ». Lori Kerr, cheffe de la direction, a décrit FinDev Canada comme « outil distinct » puisque l'institution a été conçue pour offrir « une passerelle vers des débouchés commerciaux », notamment grâce à une plus grande tolérance au risque<sup>34</sup>.

Même si le GAIA Climate Loan Fund n'est pas précisément axé sur l'Afrique, M<sup>me</sup> Kerr l'a cité en tant qu'exemple de l'effet catalyseur que ce type de financement peut avoir. Grâce à une collaboration avec le plus grand groupe financier japonais et le Fonds vert pour le climat, un investissement de 75 millions de dollars américains de FinDev Canada permet de contribuer à un fonds de prêts dont l'objectif est d'atteindre près de 1,5 milliard de dollars américains<sup>35</sup>. La majeure partie des capitaux provient d'investissements du secteur privé, notamment de fonds de pension, de compagnies d'assurance et de banques internationales<sup>36</sup>. La majeure partie (70 %) de cette plateforme de financement mixte est destinée à consentir des prêts pour des activités d'adaptation au changement climatique. Elle est conçue pour couvrir certains marchés difficiles dans les pays les moins développés et les petits États insulaires en développement<sup>37</sup>.

## Portée limitée

Des témoins ont rappelé au Comité que le Canada possède des atouts dans certains secteurs, comme l'agriculture et l'éducation, qui peuvent en faire un partenaire de choix pour les pays d'Afrique. Le Canada entretient aussi d'importants liens linguistiques et interpersonnels avec le continent. Pourtant, certains témoins ont indiqué que les nouveaux

---

33 FAAE, *Témoignages*, 27 janvier 2026, 1645 (Lori Kerr, cheffe de la direction, Institut de financement du développement Canada [IFDC] Inc.).

34 *Ibid.*, 1650.

35 *Ibid.*, 1710. Voir aussi : *Résumé de la transaction de FinDev Canada : GAIA Climate Loan Fund*; et MUG, *GAIA Climate Loan Fund achieves USD 600 million first close to finance climate adaptation and mitigation projects across emerging markets*, communiqué de presse, 3 novembre 2025 [EN ANGLAIS SEULEMENT].

36 FAAE, *Témoignages*, 27 janvier 2026, 1710 (Lori Kerr).

37 *Ibid.*

outils mis de l'avant dans la Stratégie du Canada pour l'Afrique sont relativement modestes et qu'il est possible de faire davantage pour tirer parti des atouts du Canada.

Ce sont les capacités du pôle commercial pour l'Afrique ainsi que les activités de FinDev Canada en Afrique qui ont mené à ce constat. Lori Kerr a reconnu que FinDev Canada est une organisation relativement jeune et que certaines organisations européennes équivalentes disposent de capitaux 10 fois plus importants<sup>38</sup>. En outre, FinDev Canada ne reçoit « pas de ressources supplémentaires sur une base annuelle, à l'exception des apports en capital qu'on [lui] avait déjà promis<sup>39</sup> ». En 2026, conformément à un engagement pris dans la Stratégie du Canada pour l'Afrique, FinDev Canada ouvrira un nouveau bureau régional au Cap, en Afrique du Sud<sup>40</sup>.

Une analyse comparative plus approfondie offre une perspective supplémentaire. Ndidi Nwuneli, présidente-directrice générale, ONE Campaign, a fait remarquer que d'autres pays, comme la Chine et l'Inde, ont noué des relations avec l'Afrique sur la base de stratégies globales. Ces pays ont aussi fourni « des financements raisonnables à leurs entrepreneurs pour qu'ils puissent commercer, créer des entreprises et générer de la valeur ajoutée<sup>41</sup> ». Selon M<sup>me</sup> Nwuneli, « [l']engagement de FinDev Canada envers l'Afrique et le montant des ressources qu'elle investit en Afrique sont insignifiants en comparaison ». Elle a ajouté que « [c]ela ne suffirait même pas pour investir dans un seul pays<sup>42</sup> ».

Même avec les ressources dont dispose FinDev Canada, certaines questions ont été soulevées quant à la mesure dans laquelle ses activités s'inscrivent dans la vision du gouvernement du Canada pour l'Afrique et à sa perception des forces du pays. Les représentants du ministère ont affirmé que le Canada est dans une situation avantageuse parmi les pays francophones, qui lui permet « de tirer parti de partenariats avec les pays africains francophones tant sur le plan des échanges commerciaux que sur celui des alliances politiques, y compris au sein d'organisations multilatérales comme l'Organisation internationale de la Francophonie<sup>43</sup> ». D'ailleurs, à la fin du mois de mars

---

38 *Ibid.*, 1655.

39 *Ibid.*, 1705.

40 Premier ministre du Canada, *Le premier ministre Carney rencontre le président de l'Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa*, communiqué de presse, 23 novembre 2025; AMC, *Stratégie du Canada pour l'Afrique : un partenariat pour une prospérité et une sécurité partagées*, p. 15.

41 FAAE, *Témoignages*, 9 décembre 2025, 1130 (Ndidi Nwuneli, présidente-directrice générale, ONE Campaign).

42 *Ibid.*

43 FAAE, *Témoignages*, 20 novembre 2025, 1535 (Cheryl Urban).



2026, la ministre des Affaires étrangères du Canada « a remis officiellement la lettre de candidature du Canada pour accueillir le Sommet de la Francophonie de 2028, soulignant ainsi l'engagement du Canada à promouvoir la langue française, la diversité culturelle et la coopération multilatérale au sein de la Francophonie<sup>44</sup> ». Bien que le Comité sache que FinDev Canada est une société d'État dont les investissements sont guidés par l'évaluation de la viabilité commerciale des projets<sup>45</sup>, il a aussi constaté que seulement 7 % du portefeuille de la société sur le continent africain est investi dans des pays francophones<sup>46</sup>.

Faisant référence au pôle commercial pour l'Afrique, Ndidi Nwuneli a déclaré qu'il est nécessaire de « créer des voies commerciales plus faciles et plus transparentes<sup>47</sup> ». Elle a indiqué que « les entreprises canadiennes ont besoin d'un soutien plus clair pour s'étendre sur les marchés africains<sup>48</sup> ». Chris W. J. Roberts, chargé de cours en science politique à l'Université de Calgary, a affirmé qu'il n'avait pas « constaté de signes concrets des idées prometteuses autour de la notion de pôle commercial de l'Afrique », lequel était pourtant « destiné à réorienter le mandat du Service des délégués commerciaux vers une approche plus intégrée qui facilite les échanges commerciaux et les investissements bilatéraux, au lieu de se concentrer sur le rôle traditionnel de promoteur des exportations canadiennes<sup>49</sup> ».

La Stratégie prévoit également la création d'un nouveau mécanisme visant à mobiliser la diaspora<sup>50</sup>, mais le Comité n'a obtenu aucune information concernant l'état d'avancement de sa mise en œuvre. Les représentants du ministère ont affirmé que la diaspora joue un rôle « très important » en matière de soutien des entreprises canadiennes qui cherchent à entrer sur le marché africain<sup>51</sup> et que l'engagement auprès de la diaspora « s'est intensifié<sup>52</sup> ». De son côté, Chris Roberts a affirmé que les différentes diasporas africaines au Canada confèrent au pays « un avantage considérable », mais qu'« il faudra du

---

44 AMC, *La ministre Anand annonce la candidature du Canada pour accueillir le Sommet de la Francophonie de 2028 et réitère son soutien à la Francophonie*, communiqué de presse, 25 mars 2026.

45 FAAE, *Témoignages*, 27 janvier 2026, 1715 (Lori Kerr).

46 *Ibid.*, 1700.

47 FAAE, *Témoignages*, 9 décembre 2025, 1110 (Ndidi Nwuneli).

48 *Ibid.*

49 FAAE, *Témoignages*, 9 décembre 2025, 1120 (Chris W. J. Roberts, chargé de cours en science politique, Université de Calgary, à titre personnel).

50 FAAE, *Témoignages*, 20 novembre 2025, 1610 (Cheryl Urban).

51 FAAE, *Témoignages*, 20 novembre 2025, 1610 (Andrew Smith).

52 FAAE, *Témoignages*, 20 novembre 2025, 1540 (Cheryl Urban).

temps<sup>53</sup> » pour que celles-ci se voient accorder une place dans la Stratégie pour l'Afrique. Il a dit souhaiter que l'engagement du gouvernement ne se limite « pas à un portail Web, à des consultations occasionnelles ou à une présence d'Affaires mondiales Canada à des événements organisés par les diasporas<sup>54</sup> ».

## Potentiel inexploité

Outre ces outils, l'étude du Comité a mis en évidence l'existence d'une question de plus grande envergure, soit le potentiel inexploité des relations économiques entre le Canada et le continent africain. Ndidi Nwuneli estime que « la diversification des échanges commerciaux et le renforcement de la collaboration avec des partenaires fiables sont des priorités actuelles, les pays du continent africain doivent occuper une place centrale dans le plan du Canada ». Pour que cette réorientation devienne réalité, elle a souligné qu'il faut se concentrer sur les possibilités qu'offre le continent africain et le voir comme une région où « le rendement des investissements [...] est excellent » et non comme une région risquée<sup>55</sup>.

En mai 2025, le groupe ONE Campaign a publié un rapport mettant en évidence le potentiel considérable de développement des relations économiques. Le rapport indiquait notamment qu'en 2023, moins de 1 % des exportations du Canada étaient destinées à l'Afrique et que moins de 2 % de ses importations provenaient de ce continent<sup>56</sup>. Toujours selon le rapport, il semble que ces faibles taux sont incompatibles avec la trajectoire suivie par le continent. Dans un mémoire présenté au Comité, le groupe ONE Campaign a apporté les précisions suivantes : « [s]i les échanges économiques entre le Canada et l'Afrique étaient au niveau attendu compte tenu des langues communes, de la géographie, des liens amicaux et de l'économie florissante de l'Afrique », les entreprises canadiennes pourraient gagner 2,7 milliards supplémentaires en exportations d'ici 2030 et les importateurs canadiens pourraient acheter pour 3,3 milliards de dollars supplémentaires auprès des pays d'Afrique<sup>57</sup>. Reprenant les conclusions du rapport 2024 du Comité, M<sup>me</sup> Nwuneli a souligné que l'Afrique a « la population la plus jeune du monde et celle qui croît le plus vite<sup>58</sup> ». Comme cela a été

---

53 FAAE, [Témoignages](#), 9 décembre 2025, 1120 (Chris W. J. Roberts).

54 *Ibid.*

55 FAAE, [Témoignages](#), 9 décembre 2025, 1105 (Ndidi Nwuneli).

56 Elise Legault et Mohamed Khalil Larhrib, [Why Canada Should Trade More with Africa](#), One Data, One Campaign, 23 mai 2025.

57 ONE Campaign, [mémoire écrit](#), 15 décembre 2025.

58 FAAE, [Témoignages](#), 9 décembre 2025, 1105 (Ndidi Nwuneli).



mentionné, elle est également en train de mettre en place une zone de libre-échange à l'échelle du continent.

Le gouvernement du Canada reconnaît la portée politique de ces développements. Ben Marc Diendéré, envoyé spécial du Canada pour l'Afrique, a affirmé devant le Comité que le Canada a fait « des progrès sans précédent » pour approfondir ses relations avec la Commission de l'Union africaine et ses organismes spécialisés<sup>59</sup>. Une troisième réunion de haut niveau avec la Commission est prévue pour l'automne 2026. Le Canada a aussi donné son appui à « la conception et [à] la mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale africaine », que l'envoyé spécial a qualifiée de « projet phare de l'Agenda 2063 [de l'Union africaine]<sup>60</sup> ». De plus, afin de favoriser l'intégration économique et d'ouvrir de nouveaux marchés, le Canada a appuyé le Centre africain pour les politiques commerciales. À la lumière de ce qui précède, si elles sont prises en compte au même titre que ces initiatives diplomatiques, les conclusions du rapport de ONE Campaign semblent indiquer qu'il demeure nécessaire de faire le lien entre les entreprises et les chaînes d'approvisionnement canadiennes d'une part, et les possibilités que pourrait offrir les infrastructures du continent d'autre part.

## Une relation bilatérale

Pour convertir le potentiel commercial en débouchés concrets, les acteurs du secteur privé ont besoin de prévisibilité et d'environnements favorables. Les entreprises qui investissent dans le secteur minier, par exemple, soulignent habituellement la nécessité d'établir « des normes claires, des pratiques commerciales claires, et des mesures visant à réduire la corruption<sup>61</sup> ». Ces conditions, susceptibles d'améliorer l'accès du secteur privé et de favoriser les liens avec les marchés, peuvent être facilitées par l'aide internationale<sup>62</sup>. Pour souligner le rôle que peut jouer une telle aide, Kate Higgins, directrice générale de Coopération Canada, a insisté sur le fait que les partenariats avantageux pour les deux parties sont « fondés sur des valeurs communes, notamment une croissance inclusive et durable, et des normes élevées en matière de transparence, de protection de l'environnement et de droits de la personne<sup>63</sup> ». Les témoins ont rappelé au Comité que l'investissement dans le développement « aide à stabiliser et à

---

59 FAAE, *Témoignages*, 27 janvier 2026, 1540 (S.E. Ben Marc Diendéré).

60 *Ibid.*

61 FAAE, *Témoignages*, 27 janvier 2026, 1545 (Ryan Clark, directeur général, Direction générale de l'Afrique centrale, du Sud et de l'Est, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).

62 *Ibid.*

63 FAAE, *Témoignages*, 9 décembre 2025, 1110 (Kate Higgins, directrice générale, Coopération Canada).

faire croître les économies » et peut aider les pays « à devenir de meilleurs partenaires commerciaux ». Ils lui ont également appris que l'Allemagne dépense presque 10 fois plus que le Canada pour des projets de développement conçus de façon à soutenir le commerce<sup>64</sup>.

Conformément aux recommandations formulées par ONE Campaign, Ndidi Nwuneli a plaidé en faveur d'une meilleure coordination entre la politique commerciale et les objectifs de développement. Selon elle, une approche cohérente « devrait non seulement permettre à plus d'entreprises canadiennes de se développer sur les marchés africains, mais aussi soutenir les entreprises africaines dans leurs efforts pour former des partenariats avec des clients canadiens et vendre leurs produits au Canada<sup>65</sup> ». M<sup>me</sup> Nwuneli a aussi évoqué la possibilité qu'Affaires mondiales Canada se voit confier le mandat d'« organiser au moins une mission commerciale officielle en Afrique d'ici la fin de 2026<sup>66</sup> ». Elle a ajouté que « si le Canada souhaite envoyer un signal fort indiquant qu'il est prêt à faire des affaires, le premier ministre Carney lui-même devrait se rendre de nouveau sur le continent<sup>67</sup> ». (Le premier ministre s'est rendu en Afrique du Sud à l'occasion du sommet du G20 en novembre 2025.) Le lancement des négociations en vue du premier accord de libre-échange du Canada avec une grande économie africaine pourrait constituer une autre étape importante<sup>68</sup>.

Outre la nécessité de susciter un élan, plusieurs témoins ont souligné l'importance d'assurer le respect des normes internationales et les droits de la personne reconnus à l'échelle internationale. En ce qui concerne les minéraux critiques et les ressources naturelles, d'après Stephen Brown, professeur à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa, le Canada doit adopter une approche équilibrée et éviter les objectifs limités ou égoïstes. Après avoir fait part de ses préoccupations concernant les risques pour la réputation liés aux activités des sociétés minières canadiennes, il a toutefois fait remarquer que le poste d'ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises « est maintenant vacant » et a souligné que le gouvernement du Canada « ne donne aucun signe de ses intentions à cet égard<sup>69</sup> ». De manière plus générale, le professeur Brown a réclamé davantage de clarté quant à l'objectif ultime visé par la politique du Canada à

---

64 ONE Campaign, [mémoire écrit](#), 15 décembre 2025, p. 6 à 8.

65 FAAE, [Témoignages](#), 9 décembre 2025, 1105 (Ndidi Nwuneli).

66 *Ibid.*, 1110.

67 *Ibid.*

68 Le Canada compte « 15 accords de libre-échange en vigueur avec 51 pays, mais n'en a aucun avec un pays d'Afrique ». Voir ONE Campaign, [mémoire écrit](#), 15 décembre 2025, p. 4.

69 FAAE, [Témoignages](#), 9 décembre 2025, 1145 (Stephen Brown, professeur, École d'études politiques, Université d'Ottawa, à titre personnel).



l'égard de l'Afrique. Il a demandé au Comité d'étudier la question afin de déterminer s'il constitue à servir les intérêts du Canada ou à réduire la pauvreté<sup>70</sup>.

Il n'est pas nécessaire de se limiter à un choix entre l'une ou l'autre de ces options. Ndidi Nwuneli a réaffirmé la force des valeurs canadiennes en appelant à davantage de transparence et de responsabilité dans le secteur des minéraux critiques. Elle croit que ces valeurs « devraient accompagner les investissements canadiens en Afrique<sup>71</sup> ». Afin d'honorer ces dernières, il faudrait insister « pour que les entreprises canadiennes qui s'associent à des investisseurs africains versent également des salaires décents, offrent toutes les protections sociales à leurs employés et accordent la priorité aux employés africains dans la valeur ajoutée sur le continent<sup>72</sup> ».

### Problèmes systémiques

Les attentes quant à ce que le Canada peut accomplir en Afrique doivent être fondées sur une bonne compréhension des défis auxquels le continent est confronté depuis longtemps. L'endettement en fait partie. Kate Higgins a déclaré que « [p]lus de la moitié des pays d'Afrique subsaharienne à faible revenu sont en situation de surendettement ou risquent fortement de le devenir, certains dépensant plus en service de la dette que pour la santé ou l'éducation<sup>73</sup> ». Toujours selon elle, « [l]e commerce et l'investissement sont importants, mais ils ne suffisent pas à eux seuls à débloquer le développement quand les pays sont pris au piège d'une dette insoutenable<sup>74</sup> ».

Le manque d'énergie est un autre défi pour le continent africain. D'après Chris Roberts, ce territoire a besoin d'« un approvisionnement en énergie massif et simultané, à la fois abordable, fiable et accessible pour les ménages et l'industrie<sup>75</sup> ». Il a néanmoins signalé au Comité que de nombreux pays africains disposent de sources d'énergie nationales qui sont actuellement sous-exploitées. Il estime que cette situation est en partie liée à des restrictions sur les investissements dans les énergies fossiles en Afrique, qui, selon lui,

---

70 *Ibid.*, 1150.

71 FAAE, *Témoignages*, 9 décembre 2025, 1210 (Ndidi Nwuneli).

72 *Ibid.*

73 FAAE, *Témoignages*, 9 décembre 2025, 1110 (Kate Higgins).

74 *Ibid.*

75 FAAE, *Témoignages*, 9 décembre 2025, 1120 (Chris W. J. Roberts).

ont été mises en place par les pays occidentaux dans le cadre de négociations bilatérales et par l'intermédiaire de certaines institutions financières internationales<sup>76</sup>.

Les témoignages des représentants du ministère ont laissé entendre que d'autres sources d'inefficacité, dont l'électrification limitée, constituent des facteurs déterminants. Le Nigéria, par exemple, est un pays exportateur de pétrole « qui compte des dizaines de millions de personnes qui n'ont pas accès à l'électricité<sup>77</sup> ». Le Canada pourrait donc jouer un rôle en exportant ses technologies énergétiques<sup>78</sup>. Le groupe ONE Campaign a suggéré que le Canada appuie une « initiative phare » de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement, appelée Mission 300, qui vise à « fournir de l'électricité à 300 millions de personnes sur le continent<sup>79</sup> ». Le Canada pourrait également établir des « partenariats bilatéraux sur l'énergie avec un ou plusieurs pays d'Afrique, ce qui permettrait de réaliser la vision du gouvernement du Canada, soit devenir une véritable superpuissance énergétique<sup>80</sup> ».

## Pièges connus

Elise Legault, directrice principale des politiques, Amérique du Nord, ONE Campaign, a dit qu'elle était d'accord avec l'évaluation du gouvernement selon laquelle les acteurs et dirigeants africains souhaitent « un partenariat égalitaire » et sont intéressés par « le commerce et les échanges<sup>81</sup> ». Elle a toutefois ajouté qu'il y avait des écueils à éviter, qui ont été mis en évidence grâce à des années d'analyses fondées sur des données factuelles. Parmi ceux-ci figure la pratique consistant à assortir l'aide de conditions liées à l'achat de biens et de services auprès du pays donateur (c'est-à-dire « l'aide conditionnelle »)<sup>82</sup>, que le Canada a abandonnée il y a plusieurs années<sup>83</sup>. Cette décision a été prise pour une

---

76 *Ibid.*, 1215.

77 FAAE, *Témoignages*, 20 novembre 2025, 1655 (Andrew Smith).

78 *Ibid.*

79 ONE Campaign, *mémoire écrit*, 15 décembre 2025, p. 5.

80 *Ibid.*

81 FAAE, *Témoignages*, 9 décembre 2025, 1200 (Elise Legault, directrice principale des politiques, Amérique du Nord, ONE Campaign).

82 FAAE, *Témoignages*, 9 décembre 2025, 1110 (Kate Higgins).

83 Gouvernement du Canada, *Le Canada délègue la totalité de son aide au développement*, communiqué de presse, archivé, 5 septembre 2008.



bonne raison, comme l’a expliqué Kate Higgins. En effet, il était entendu que l’aide conditionnelle « fausse les priorités, limite les impacts et réduit la valeur de l’aide<sup>84</sup> ».

Or, l’efficacité de l’aide est aussi une notion complexe. Si elle a reconnu les aspects positifs d’une intégration accrue des échanges commerciaux et du développement, M<sup>me</sup> Legault a tout de même précisé que ce n’est pas tous les projets d’aide qui peuvent ou doivent être axés sur le commerce. L’aide humanitaire, qui constitue l’un des principaux volets de l’aide, est uniquement destinée à sauver des vies et dispensée à cette fin<sup>85</sup>. Lors de situations comme celle du Soudan, qui a été le théâtre d’un « conflit catastrophique, marqué par des déplacements massifs de population, la famine et l’effondrement de la gouvernance », Kate Higgins a souligné que « le développement n’est pas facultatif et qu’il est souvent une bouée de sauvetage<sup>86</sup> ».

Même dans le cas de projets de développement menés dans des contextes non urgents, il est nécessaire que les programmes soient fondés sur des données factuelles. Le professeur Brown a mis le Comité en garde, indiquant qu’« il faut faire preuve de prudence avant de se lancer dans le financement innovant et mixte, dont la contribution à la réduction de la pauvreté est beaucoup moins évidente que ne le prétendent ses promoteurs<sup>87</sup> ».

## Consolidation des acquis

Affaires mondiales Canada a souligné que, même si la Stratégie pour l’Afrique marque un pivot vers des activités axées sur la croissance économique, elle s’appuiera sur les priorités et les secteurs dans lesquels le Canada a déjà investi<sup>88</sup>. De plus, le ministère a évoqué la « fière tradition » du Canada consistant à donner la priorité à la santé maternelle, néonatale et infantile, ainsi que « l’héritage » du leadership canadien en matière d’égalité des sexes, qui est ancré dans la politique d’aide internationale féministe<sup>89</sup>. En ce qui concerne les gains réalisés, il a été mentionné que des initiatives telles que le Programme voix et leadership des femmes sont de « véritables exemples » de soutien à l’échelle locale, où des investissements relativement modestes sur le plan financier peuvent générer des changements significatifs<sup>90</sup>. Le Fonds Égalité est un autre

---

84 FAAE, *Témoignages*, 9 décembre 2025, 1110 (Kate Higgins).

85 FAAE, *Témoignages*, 9 décembre 2025, 1200 (Elise Legault).

86 FAAE, *Témoignages*, 9 décembre 2025, 1110 (Kate Higgins).

87 FAAE, *Témoignages*, 9 décembre 2025, 1115 (Stephen Brown).

88 FAAE, *Témoignages*, 20 novembre 2025, 1645 (Cheryl Urban).

89 *Ibid.*

90 *Ibid.*, 1550.

exemple d'aide de soutien à l'échelle locale. Le ministère a souligné qu'« investir dans les femmes est un moyen très important » d'atteindre à la fois les objectifs économiques et ceux liés à la sécurité, et les représentants ont insisté sur le fait que l'engagement de longue date du Canada envers les programmes de santé a contribué à forger bon nombre des partenariats que le pays entretient actuellement sur le continent<sup>91</sup>.

Le Mozambique est un bon exemple des résultats obtenus grâce à l'approche fondée sur les droits adoptée par le Canada. Le Programme voix et leadership des femmes est axé sur le renforcement des capacités des organisations locales pour les femmes qui, autrement, n'auraient peut-être pas pu obtenir de subventions. Le Canada a déployé des efforts pour venir en aide à des centaines d'associations de femmes dans tout le pays, en dépit des défis rencontrés, dont l'obligation d'évoluer dans un milieu de langue portugaise. Le ministère a souligné que ce soutien avait pris une importance particulière dans le contexte des violences postélectorales, alors que le pays avait besoin d'une société civile robuste pour contribuer aux efforts de réconciliation et de paix<sup>92</sup>.

Les initiatives liées à la paix et à la sécurité ont également été mentionnées dans le cadre de l'engagement de longue date du Canada envers le continent africain, et elles ont été identifiées comme des éléments essentiels de la Stratégie pour l'Afrique<sup>93</sup>. Les responsables du ministère ont mis de l'avant les divers programmes du Canada, notamment ceux visant à lutter contre le terrorisme et à soutenir le désarmement, la démobilisation et la réintégration. D'autres programmes sont harmonisés avec le programme mondial Femmes, paix et sécurité. La direction de ces dossiers a été assurée dans le cadre des Plans d'action nationaux du Canada pour les femmes, la paix et la sécurité, de l'Initiative Elsie pour la participation des femmes aux opérations de paix et des Principes de Vancouver sur le maintien de la paix et la prévention du recrutement et de l'utilisation d'enfants-soldats<sup>94</sup>.

Comme cela a été souligné, l'aide au développement officielle a connu une forte baisse à l'échelle mondiale en 2025 alors que de nombreux gouvernements donateurs ont réduit leurs programmes, dont celui des États-Unis<sup>95</sup>. À cet effet, l'ambassadeur Diendéré a souligné que le Canada ne pouvait pas remplacer à lui seul toute l'aide américaine

---

91 *Ibid.*

92 FAAE, *Témoignages*, 20 novembre 2025, 1555 (Sara Nicholls, directrice, Direction des relations bilatérales avec l'Afrique centrale et australe, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).

93 AMC, *Stratégie du Canada pour l'Afrique : un partenariat pour une prospérité et une sécurité partagées*.

94 FAAE, *Témoignages*, 20 novembre 2025, 1550 (Cheryl Urban).

95 OCDE, *Un déclin historique de l'aide au développement : données préliminaires de l'APD pour 2025*, Information sur les données, 9 avril 2026.



compte tenu de l'ampleur qu'elle avait auparavant. Du même coup, il a laissé entendre que le Canada pouvait continuer à jouer un rôle important dans certains domaines ciblés, notamment celui du changement climatique. L'ambassadeur a souligné que le Canada appuie des organisations comme le Global Green Growth Institute et l'African Risk Capacity, qui aident les pays à s'adapter aux risques liés au climat<sup>96</sup>.

La contribution de 5 millions de dollars du Canada à l'Initiative d'adaptation pour l'Afrique en est un exemple concret. Cette initiative a été lancée lors de la COP21, en 2015, par le Comité d'orientation des chefs d'État et de gouvernement sur le changement climatique à l'appui de son accélérateur de sécurité alimentaire<sup>97</sup>. Dans un mémoire présenté au Comité, les responsables de l'Initiative ont indiqué que cet investissement initial a déjà produit des résultats relatifs aux piliers clés de la Stratégie du Canada pour l'Afrique. Ils ont plaidé en faveur d'un soutien continu, notamment grâce à une meilleure harmonisation avec le portefeuille Afrique de FinDev Canada et avec la stratégie de mobilisation de l'Afrique francophone établie par l'Initiative. Le mémoire indique aussi que les contributions du Canada à l'Initiative « sont des investissements stratégiques qui mobilisent des capitaux privés, renforcent l'influence du Canada au sein de l'Union africaine et produisent des résultats mesurables et attribuables auxquels les contribuables canadiens peuvent se référer<sup>98</sup> ».

Comme il a été mentionné plus haut, le développement local, la participation de la société civile et l'égalité des genres figurent parmi les autres domaines où le Canada a joué un rôle important et qui, pour Kate Higgins, « doivent être des éléments importants de la Stratégie pour l'Afrique<sup>99</sup> ». En effet, la société civile africaine joue un rôle fondamental pour la résilience démocratique et le développement inclusif. Elle a aussi souligné que l'égalité des genres est un moteur de transformation économique, de gouvernance responsable et de paix durable. Elle a évoqué le fait que le Canada joue depuis longtemps un rôle de premier plan dans ce domaine grâce à des initiatives comme la nomination d'une ambassadrice pour le programme Femmes, la paix et la sécurité<sup>100</sup>.

Alors qu'il était question des conséquences des coupes budgétaires sur les programmes d'aide, le professeur Stephen Brown a insisté sur la nécessité d'un soutien continu dans les secteurs où le financement était déjà limité, en particulier la défense des droits des

---

96 FAAE, *Témoignages*, 27 janvier 2026, 1610 (Ben Marc Diendéré).

97 Environnement et Changement climatique Canada, *Le ministre Guilbeault encourage la hausse de l'ambition climatique à New York*, communiqué de presse, 22 septembre 2023.

98 Initiative africaine pour l'adaptation, *mémoire écrit*, 24 mars 2026.

99 FAAE, *Témoignages*, 9 décembre 2025, 1110 (Kate Higgins).

100 *Ibid.*, et [1140](#).

personnes LGBTQI+<sup>101</sup>. À son avis, la Stratégie du Canada pour l'Afrique souligne à juste titre le rôle de premier plan joué par le Canada dans la promotion de la santé. Il a toutefois remis en question la manière de concilier cette priorité générale, et l'attention particulière accordée par le Canada à la santé et aux droits sexuels et reproductifs avec les réductions budgétaires annoncées pour les programmes de santé<sup>102</sup>.

Pour illustrer concrètement cet aspect, ONE Campaign a souligné l'engagement pris par le Canada dans le cadre de la huitième reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, lequel a été présenté par le gouvernement comme un retour aux niveaux d'avant la pandémie<sup>103</sup>. La somme promise constitue néanmoins une baisse de 16 % par rapport à l'engagement pris par le Canada en 2022<sup>104</sup>. De l'avis de Kate Higgins, les réductions de 2,7 milliards de dollars du financement global de l'aide internationale annoncées dans le budget de 2025, qui seront appliquées au cours des cinq prochaines années, nuiront à « la capacité du Canada d'honorer ses engagements à un moment où les besoins humanitaires augmentent<sup>105</sup> ».

## Engagement à long terme

L'ambassadeur Diendéré a rappelé au Comité que le Canada est l'un des rares pays à avoir un ambassadeur nommé et accrédité par l'Union africaine. L'ambassade se situe à Addis-Abeba, en Éthiopie. Il estime que sa nomination démontre que le Canada collabore concrètement avec l'Union africaine<sup>106</sup>. Par ailleurs, l'ambassadeur Diendéré a reconnu que l'engagement du Canada, tant du côté gouvernemental que du secteur privé, n'était pas à la hauteur des possibilités offertes par un continent qui compte 54 pays et 1,3 milliard d'habitants. Bien que l'Afrique recèle un potentiel commercial considérable, l'ambassadeur a souligné que les entreprises canadiennes se heurtent souvent à des obstacles que leurs concurrents étrangers ne rencontrent pas, ce qui laisse penser qu'elles sont peut-être moins bien préparées, ou plus réticentes, à évoluer sur les marchés africains. L'ambassadeur a toutefois souligné que de nombreuses entreprises canadiennes souhaitent mener des activités commerciales en Afrique et contribuer à la

---

101 FAAE, *Témoignages*, 9 décembre 2025, 1115 (Stephen Brown).

102 *Ibid.*, et 1145.

103 AMC, *Le Canada annonce son engagement dans la lutte mondiale contre le VIH, la tuberculose et le paludisme*, communiqué de presse, 21 novembre 2025.

104 FAAE, *Témoignages*, 9 décembre 2025, 1105 (Ndidi Nwuneli).

105 FAAE, *Témoignages*, 9 décembre 2025, 1110 (Kate Higgins).

106 FAAE, *Témoignages*, 27 janvier 2026, 1630 (Ben Marc Diendéré).



réalisation des objectifs de diversification commerciale du Canada. Dans cette optique, il a exhorté tant le gouvernement du Canada que le secteur privé à redoubler d'efforts pour soutenir ces initiatives, affirmant que « [n]ous devons nous réveiller » et « aider [les entreprises] qui le souhaitent<sup>107</sup> ».

D'autres responsables d'Affaires mondiales Canada ont souligné que le Canada devait maintenir une forte présence en Afrique et ont reconnu que des pays comme la Chine et la Russie y avaient renforcé leur propre présence. Dans ce contexte, le ministère estime que le fait de maintenir le réseau diplomatique du Canada dans divers pays, notamment en Afrique de l'Ouest, qui a connu une série de coups d'État militaires, permet de « faire contrepoids en faisant peser l'influence canadienne » tout en donnant au Canada la possibilité de poursuivre son engagement sur les questions qui le préoccupent<sup>108</sup>. De même, les témoignages des représentants du ministère reflétaient le réalisme de la situation. Dans les pays comme le Mali ou le Burkina Faso, où la présence du Canada est relativement limitée à l'heure actuelle, il peut être difficile de « garder ces voies de communication ouvertes » et de trouver des occasions de s'engager de manière constructive<sup>109</sup>.

Du point de vue de l'ensemble du continent, Chris Roberts s'est appuyé sur les données commerciales pour montrer à quel point le Canada a pris du retard. Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, les échanges commerciaux entre le Canada et l'Afrique s'élevaient à environ 20 milliards de dollars, ce qui était comparable aux échanges entre la Chine et l'Afrique. Si les échanges commerciaux du Canada ont connu une croissance modérée depuis, ceux de la Chine ont été multipliés par dix et se sont accompagnés d'investissements de plusieurs dizaines de milliards de dollars, une tendance que le Comité a soulignée dans son rapport de 2024. Même si les résultats sont moins spectaculaires, d'autres pays ont également renforcé leur engagement à l'égard du continent africain. M. Roberts estime que le Canada ne pourra obtenir des résultats comparables que s'il fait de l'Afrique une priorité sur le plan politique. Il a affirmé que les autres pays « ont une longueur d'avance » en matière de coordination avec le secteur public et de mobilisation du secteur privé<sup>110</sup>.

---

107 *Ibid.*, 1620.

108 FAAE, *Témoignages*, 20 novembre 2025, 1625 (Cheryl Urban).

109 FAAE, *Témoignages*, 20 novembre 2025, 1630 (Susan Steffen, directrice générale, Direction générale de l'Afrique de l'Ouest et du Maghreb, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement).

110 FAAE, *Témoignages*, 9 décembre 2025, 1130 (Chris W. J. Roberts).

## Affectation des ressources et obtention de résultats

Le gouvernement, selon Affaires mondiales Canada, considère que la Stratégie du Canada pour l'Afrique peut être mise en œuvre « avec les ressources existantes<sup>111</sup> ». Les représentants du ministère ont indiqué qu'il était possible d'atteindre les objectifs de la Stratégie grâce à des mesures ciblées, à des processus simplifiés, à l'utilisation des nouvelles technologies et à une meilleure coordination au sein du gouvernement, même dans un contexte de rationalisation des activités gouvernementales et de réduction des dépenses. Les progrès réalisés seront présentés dans les rapports sur les résultats d'Affaires mondiales Canada, qui sont déposés chaque année et rendent compte des activités du ministère partout dans le monde<sup>112</sup>. D'autres témoins semblaient moins convaincus de la possibilité d'atteindre les objectifs de la Stratégie sans nouvelles ressources financières.

Le professeur Stephen Brown a exprimé ses inquiétudes de manière directe. Il a déclaré au Comité qu'il était difficile pour lui d'imaginer que le Canada puisse mener de nouvelles initiatives en Afrique sans ressources supplémentaires et sans renoncer à aucune de ses activités actuelles<sup>113</sup>. Alors que les responsables d'Affaires mondiales Canada ont indiqué que la promesse d'ouvrir une ambassade au Bénin et un haut-commissariat en Zambie serait concrétisée « sous peu<sup>114</sup> », le professeur Brown s'est interrogé sur la manière dont ces déclarations s'inscrivent dans les discussions plus générales concernant la consolidation ou la fermeture des missions canadiennes à l'étranger<sup>115</sup>. Chris Roberts a affirmé qu'au moment de sa comparution, d'après sa propre expérience lors de son voyage en Zambie en 2025 ainsi que selon ses propres recherches sur les sites Web du gouvernement, « aucun progrès substantiel concernant la promesse de transformer notre modeste bureau à Lusaka en un haut-commissariat à part entière et, semble-t-il, de faire la même chose au Bénin, ne s'est matérialisé<sup>116</sup> ».

Dans le même ordre d'idées, M. Roberts a fait valoir que la nomination d'envoyés spéciaux pour l'Afrique et le Sahel n'avait pas augmenté les capacités. À son avis, de simples « titres » ont été ajoutés à ceux d'« ambassadeurs surchargés de travail et à leur

---

111 FAAE, *Témoignages*, 20 novembre 2025, 1540 (Cheryl Urban).

112 FAAE, *Témoignages*, 27 janvier 2026, 1605 (Susan Steffen).

113 FAAE, *Témoignages*, 9 décembre 2025, 1115 (Stephen Brown).

114 FAAE, *Témoignages*, 27 janvier 2026, 1605 (Susan Steffen).

115 FAAE, *Témoignages*, 9 décembre 2025, 1115 (Stephen Brown).

116 FAAE, *Témoignages*, 9 décembre 2025, 1120 (Chris W. J. Roberts).



personnel très réduit », sans augmentation des ressources financières ou humaines<sup>117</sup>. L'ambassadeur Diendéré n'a pas dissipé ces inquiétudes lorsqu'il a indiqué n'avoir qu'un agent du Service extérieur canadien et un employé recruté sur place, à Addis-Abeba. Comme il l'a dit, « c'est tout », hormis le soutien apporté par le ministère à Ottawa et par les chefs de mission du Canada répartis sur le continent<sup>118</sup>.

Dans ce contexte, M. Roberts a exhorté le gouvernement à mettre à exécution les « modestes promesses » de la Stratégie pour l'Afrique aussi rapidement que possible. Il a aussi recommandé au gouvernement de rétablir le poste de secrétaire d'État pour l'Afrique qui, selon lui, témoigne du « dernier âge d'or de l'attention portée à l'Afrique à Ottawa, à la fin des années 1990 et au début des années 2000<sup>119</sup> ». À titre de comparaison, ONE Campaign a souligné la concrétisation de la Stratégie indo-pacifique, qui a bénéficié de 2,3 milliards de dollars sur cinq ans. L'organisation est d'avis que cet exemple « démontre pourquoi une stratégie crédible nécessite un financement connexe, un calendrier clair et un plan d'action concret<sup>120</sup> ».

La Chambre commerciale Canada-Afrique, qui « est entièrement financée par des commanditaires du secteur privé, dont les activités ont lieu tant au Canada qu'en Afrique<sup>121</sup> », a présenté un point de vue plus nuancé dans son mémoire. Malgré « un contexte national de priorités budgétaires concurrentes et de réductions budgétaires », la Chambre de commerce estime que la réussite sur les marchés d'Afrique ne dépend pas nécessairement de « montants importants de financement public ou de subventions ». Elle nécessite plutôt « une participation cohérente et crédible aux échanges commerciaux et aux investissements<sup>122</sup> ». La Chambre a souligné que le Canada reste un partenaire de choix pour l'Afrique et que les perspectives en matière de commerce et d'investissement entre le Canada et l'Afrique sont considérables<sup>123</sup>.

---

117 *Ibid.*

118 FAAE, [Témoignages](#), 27 janvier 2026, 1605 (Ben Marc Diendéré).

119 FAAE, [Témoignages](#), 9 décembre 2025, 1125 (Chris W. J. Roberts); voir aussi gouvernement du Canada, [Répertoire des ministères canadiens depuis la Confédération](#).

120 ONE Campaign, [mémoire écrit](#), 15 décembre 2025, p. 6.

121 Chambre commerciale Canada-Afrique, [mémoire écrit](#), 30 janvier 2026.

122 *Ibid.*

123 *Ibid.*

## CONCLUSION

L'ambassadeur Diendéré a reconnu que l'échéancier, le degré d'ambition et la mise en œuvre de la Stratégie du Canada pour l'Afrique ont fait l'objet de certaines critiques. Il a cependant souligné que la Stratégie ne devait pas être considérée comme une fin en soi, qu'elle était plutôt « le point de départ d'une conversation pour bâtir des ponts réels entre le Canada et les 54 pays africains<sup>124</sup> ». Le Comité estime aussi que l'approche du Canada à l'égard du continent ne se limite pas à la Stratégie en tant que telle. En effet, les responsables d'Affaires mondiales Canada ont indiqué que le ministère continuerait de donner suite aux recommandations générales formulées par le Comité dans son rapport de 2024 tout au long de la mise en œuvre de la Stratégie<sup>125</sup>.

Si la Stratégie pour l'Afrique vise à marquer un nouveau départ, ou, comme l'a décrit Kate Higgins, à adopter « une mesure attendue depuis longtemps en faveur d'une approche plus cohérente et tournée vers l'avenir à l'égard du continent », le Comité convient que sa réussite reposera, pour reprendre les mots de M<sup>me</sup> Higgins, sur des « investissements clairs, d'objectifs mesurables et d'efforts diplomatiques, économiques et d'aide internationale soutenus<sup>126</sup> ». À la lumière de ce qui précède, le Comité fait les recommandations suivantes :

### Recommandation 1

**Que le gouvernement du Canada renforce la coordination à l'échelle pangouvernementale pour mettre en œuvre la Stratégie du Canada pour l'Afrique, notamment en améliorant la collaboration interministérielle.**

### Recommandation 2

**Que le gouvernement du Canada renforce les capacités de son pôle commercial pour l'Afrique et qu'il fasse davantage la promotion de ses services.**

### Recommandation 3

**Que le gouvernement du Canada instaure le mécanisme de mobilisation des diasporas annoncé dans la Stratégie du Canada pour l'Afrique.**

---

124 FAAE, *Témoignages*, 27 janvier 2026, 1600 (Ben Marc Diendéré).

125 FAAE, *Témoignages*, 20 novembre 2025, 1535 (Cheryl Urban).

126 FAAE, *Témoignages*, 9 décembre 2025, 1110 (Kate Higgins).



#### **Recommandation 4**

**Que le gouvernement du Canada s'assure que l'envoyé spécial pour l'Afrique et l'envoyé spécial pour le Sahel disposent des ressources financières et humaines nécessaires pour s'acquitter efficacement de leurs mandats respectifs.**

#### **Recommandation 5**

**Que le gouvernement du Canada établisse, dans les meilleurs délais, une ambassade au Bénin et un haut-commissariat en Zambie.**

#### **Recommandation 6**

**Que le gouvernement du Canada organise une visite de haut niveau en Afrique, dirigée par le premier ministre, afin de souligner l'engagement à long terme du Canada à l'égard du continent et de renforcer les relations commerciales, d'investissement et diplomatiques avec ses principaux partenaires.**

#### **Recommandation 7**

**Que le gouvernement du Canada organise régulièrement des activités de promotion des échanges commerciaux avec les principaux marchés africains, y compris des missions commerciales et des activités de mobilisation des diasporas.**

#### **Recommandation 8**

**Que le gouvernement du Canada s'emploie rapidement à conclure des accords commerciaux avec les pays africains – y compris les pays de la Francophonie – qui entretiennent des liens commerciaux étroits avec le Canada.**

#### **Recommandation 9**

**Que le gouvernement du Canada veuille à conclure dans les meilleurs délais les négociations relatives aux accords de promotion et de protection des investissements étrangers avec les pays d'Afrique, s'il y a lieu.**

#### **Recommandation 10**

**Que le gouvernement du Canada se concentre sur l'aide internationale à l'Afrique dans les secteurs où le Canada dispose d'une expertise et a fait preuve de leadership, comme la santé, les droits de la personne, les réformes démocratiques, le leadership des femmes, ainsi que les femmes, la paix et la sécurité.**

**Recommandation 11**

**Que le gouvernement du Canada veille à ce que ses activités de promotion commerciale et de financement du développement tirent parti des atouts du pays, y compris ses liens interpersonnels solides et ses liens linguistiques en français et en anglais avec le continent africain, ainsi que de son expertise dans le domaine de l'énergie et en environnement.**

**Recommandation 12**

**Que le gouvernement du Canada étudie la question de la dette souveraine africaine.**

**Recommandation 13**

**Que le gouvernement du Canada établisse des indicateurs clairs pour évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie du Canada pour l'Afrique et fasse rapport de ces résultats.**



## ANNEXE A : LISTE DES TÉMOINS

Le tableau ci-dessous présente les témoins qui ont comparu devant le Comité lors des réunions se rapportant au présent rapport. Les transcriptions de toutes les séances publiques reliées à ce rapport sont affichées sur la [page Web du Comité sur cette étude](#).

Organismes et individus	Date	Réunion
<b>Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement</b> Sara Nicholls, directrice, Direction des relations bilatérales avec l’Afrique centrale et australe  Andrew Smith, directeur général, Bureau des affaires panafricaines  Susan Steffen, directrice générale, Direction générale de l’Afrique de l’Ouest et du Maghreb  Cheryl Urban, sous-ministre adjointe, Secteur de l’Afrique	2025/11/20	14
<b>À titre personnel</b> Stephen Brown, professeur, École d’études politiques, Université d’Ottawa  Chris W. J. Roberts, chargé de cours en science politique, Université de Calgary	2025/12/09	17
<b>Coopération Canada</b> Kate Higgins, directrice générale	2025/12/09	17
<b>ONE Campaign</b> Elise Legault, directrice principale des politiques, Amérique du Nord  Ndidi Nwuneli, présidente-directrice générale	2025/12/09	17
<b>Institut de financement du développement Canada (IFDC) Inc.</b> Lori Kerr, cheffe de la direction	2026/01/27	18

<b>Organismes et individus</b>	<b>Date</b>	<b>Réunion</b>
<p><b>Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement</b></p> <p>Ryan Clark, directeur général, Direction générale de l'Afrique centrale, du Sud et de l'Est</p> <p>S.E.M. Ben Marc Diendéré, ambassadeur, observateur permanent Union Africaine et envoyé spécial du Canada pour l'Afrique</p> <p>Susan Steffen, directrice générale, Direction générale de l'Afrique de l'Ouest et du Maghreb</p>	2026/01/27	18

## **ANNEXE B : LISTE DES MÉMOIRES**

---

Ce qui suit est une liste alphabétique des organisations et des personnes qui ont présenté au Comité des mémoires reliés au présent rapport. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la [page Web du Comité sur cette étude](#).

**Chambre commerciale Canada-Afrique**

**Initiative africaine pour l'adaptation**

**ONE Campaign**



# DEMANDE DE RÉPONSE DU GOUVERNEMENT

Conformément à l'article 109 du Règlement, le Comité demande au gouvernement de déposer une réponse globale au présent rapport.

Un exemplaire des *procès-verbaux* pertinents ([réunions nos 14, 17, 18 et 35](#)) est déposé.

Respectueusement soumis,

Le président,  
L'hon. Ahmed Hussen, C.P., député

